

**Arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaires  
pour les installations exploitées par la société MAT'ILD à Pourcieux**

**Le préfet du Var,**

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L181-14, R181-45 et R181-46 ;

Vu le décret du Président de la République du 15 mai 2025 nommant Monsieur Simon BABRE, préfet du Var ;

Vu le décret du Président de la République du 15 avril 2022 nommant Monsieur Lucien GIUDICELLI, secrétaire général de la préfecture du Var, sous-préfet de l'arrondissement de Toulon ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2025/12/MCI du 2 juin 2025 portant délégation de signature à Monsieur Lucien GIUDICELLI, secrétaire général de la préfecture du Var ;

Vu l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale du 28 mars 2023 relatif à l'exploitation, par la société MAT'ILD, d'un centre de tri, recyclage et d'élimination des déchets non dangereux issus des chantiers du BTP à Pourcieux ;

Vu le porter à connaissance du 14 mars 2025 et les compléments en date des 6 août et 18 novembre 2025, transmis par la société MAT'ILD, concernant une modification du phasage d'exploitation des casiers de stockage des déchets non dangereux de ses installations, situées lieux-dits « Les Cabanes » et « Lamoureux », sur la commune de Pourcieux ;

Vu le rapport du 28 février 2026 de l'inspecteur de l'environnement de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Provence-Alpes-Côte d'Azur, unité départementale des Alpes maritimes et du Var, faisant suite à l'inspection le 16 janvier 2026 des installations exploitées par la société MAT'ILD, susvisées ;

Vu la communication, à l'exploitant, le 3 mars 2026, dans le cadre de la procédure contradictoire, sous pli recommandé avec accusé de réception, du projet d'arrêté complémentaire ;

Vu l'absence d'observation de l'exploitant concernant le projet d'arrêté précité, formulée par courriel le 17 mars 2026 ;

Considérant les difficultés techniques rencontrées par l'exploitant pour la réalisation des accès au fond de fouille, ayant entraîné un retard dans l'exécution des travaux et, par conséquent, dans le démarrage de l'activité ;

Considérant le contexte régional caractérisé par des tensions en matière de capacités de traitement et de stockage des déchets ;

Considérant la demande de l'exploitant tendant à la modification du phasage des travaux afin de permettre le démarrage de l'activité de stockage dans les meilleurs délais ;

Considérant que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R181-46.I du code de l'environnement ;

Considérant que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R181-18 et R181-21 à R181-32, ni la sollicitation de l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) ;

Considérant qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires applicables à l'exploitation d'une installation de stockage de déchets non dangereux déjà encadrée par l'arrêté préfectoral du 28 mars 2023 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Var ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1 – Dispositions générales**

Les prescriptions applicables aux installations exploitées par la société MAT'ILD, dont le siège social est situé chemin du Payannet, lieu-dit « chemin d'Aix », 13120 Gardanne, pour ses installations implantées, lieux-dits « Les Cabanes » et « Lamoureux », sur la commune de Pourcieux, sont complétées et modifiées par les dispositions suivantes.

### **Articles 2 – Nature et localisation des installations**

- Article 2.1 Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

La liste des installations visée à l'article 0.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale du 28 mars 2023 reste inchangée.

- Article 2.2 Situation de l'établissement

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Commune	Lieux-dits et parcelles
Pourcieux	Lieux-dits « Les Cabanes » et « Lamoureux » Parcelles A40, B312, B313

### **Article 3 – Conformité des installations au dossier de l'exploitant**

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le porter à connaissance transmis par l'exploitant le 14 mars 2025, complété les 6 août et 18 novembre 2025 et de son arrêté d'autorisation du 23 mars 2023.

### **Article 4 – Prescriptions techniques applicables**

Les prescriptions fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 mars 2023 sont modifiées par les dispositions suivantes.

### **Article 5 – Articles modifiés**

- **Article 6.2.4 Conditions d'admission**

#### **A) Dans l'ISDND**

Seuls les refus de tri du centre de surtri et les déchets non dangereux visés à l'article 6.1 sont acceptés dans l'ISDND. Dans l'attente de la réalisation de l'unité de traitement des déchets permettant le surtri des fractions grossières (> 40 mm), l'admission des déchets ultimes ayant au préalable à cette admission subi une opération de tri, est autorisée dans l'ISDND, dans le respect du planning figurant dans le dossier du 18 novembre 2025 et dans la limite du 31 décembre 2027.

Les déchets de matériaux de construction à base de gypse (plâtre), les déchets verts et tous déchets fermentescibles ainsi que les déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante sont interdits dans l'ISDND.

Les refus de tri issus du centre de surtri, bien que générés au sein du site, respectent les dispositions prévues à l'article 29 de l'arrêté du 15 février 2016.

#### **B) Matériaux en transit et terres à destination du bio-centre**

Article inchangé.

- **Chapitre 7.1 Conditions particulières applicables à l'installation de stockage de déchets non dangereux**

Dernier alinéa modifié :

Les casiers seront exploités sur 3 niveaux successifs (A, B et C), comme détaillé sur la coupe de principe figurant en annexe I du présent arrêté.

L'exploitation de l'ISDND débute par le casier CB1+ d'une surface au sol de 56 m².

### **Article 6 – Complément de prescriptions**

Les prescriptions qui s'appliquent à l'établissement pour son exploitation sont complétées par celles de l'article 7 « prescriptions particulières » du présent arrêté.



## **Article 7 – Prescriptions particulières**

### **▪ Article 7.1 Stabilité de l'ouvrage**

La stabilité du casier CB1+ est réalisée conformément aux données techniques contenues dans le rapport G2PRO du 15/01/2026 – R25159-indB et au schéma de principe figurant en annexe II du présent arrêté.

## **Article 8 - Publicité**

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Pourcieux et peut y être consultée.

L'arrêté est affiché à la mairie de Pourcieux pendant une durée minimale d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et adressé à la préfecture du Var.

L'arrêté est publié sur le site Internet des services de l'État dans le département du Var, pendant une durée minimale de quatre mois.

## **Article 9 - Délais et voies de recours**

La présente décision sera notifiée à l'exploitant ; elle est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Toulon :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers intéressés, dans un délai de deux mois à compter de son affichage.

Un recours gracieux ou hiérarchique est possible dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais indiqués ci-dessus.

Le recours contentieux ou administratif de tiers intéressés à l'encontre du présent arrêté doit intervenir dans les conditions fixées à l'article R181-51 du code de l'environnement, et faire, à peine d'irrecevabilité, l'objet d'une notification auprès de l'auteur de la décision et de son bénéficiaire.

Dans le cas où un recours contentieux serait engagé devant le tribunal administratif de Toulon, il intervient par un dépôt de requête, soit auprès de l'accueil de la juridiction, soit par courrier, soit par télécopie ou au moyen de l'application informatique "Télérecours citoyen" accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

## **Article 10 - Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture du Var, le maire de Pourcieux, l'inspecteur de l'environnement auprès de la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement - unité départementale des Alpes-Maritimes et du Var, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée à la sous-préfète de Brignoles, au président de la communauté d'agglomération de la Provence verte, au directeur départemental des territoires et de la mer du Var et au directeur départemental du service d'incendie et de secours du Var.

Pour le Préfet et par délégation,  
le secrétaire général,

LUCIEN GIUDICELLI

Fait à Toulon, le

24 MARS 2026